

# La participation du FFS «est une réussite»

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5531 - Dimanche 5 décembre 2021 - Prix : 10 DA

Coupe arabe des Nations/Algérie 2-Liban 0

## Les Verts assurent et passent

Page 16

Education nationale

## Le Cnapeste entame sa sixième semaine de bras de fer avec Belabed

Page 3

### A Vienne l'Iran pose ses conditions

Par Mohamed Habili

Interrompues on ne sait trop à l'initiative de qui, des Européens ou de l'Iran, les négociations de Vienne sur le programme nucléaire iranien devraient reprendre dès la semaine prochaine, bien que leur dernier round, le septième du nom, n'ait apporté que des déceptions aux Etats-Unis et à leurs alliés. Les premiers, après cinq mois d'interruption, sur initiative de la partie iranienne, n'auront toujours pas été réadmis à la table des négociations. Ils devront se contenter à la reprise prochaine d'intervenir dans les débats par l'entremise des Européens comme ils l'ont fait jusque-là. Il est bien évident qu'aussi longtemps que la délégation américaine ne participe pas directement aux négociations, un accord n'est même pas envisageable. Pour un observateur, c'est là en effet un repère particulièrement fiable. Quand il aurait du mal à se reconnaître, ce qui serait bien naturel s'agissant de quelque chose qui se déroule à huis clos, il n'aurait qu'à se demander si d'après ce qui se raconte dans les coulisses, la délégation américaine a ou non bon espoir d'être invitée à rejoindre bientôt la table des négociations. Dans le premier cas, cela voudra dire que ces négociations avancent, et dans le second, qu'elles font du surplace, ou même qu'elles reculent franchement.

Suite en page 3

### Le Président Tebboune veut une industrie forte et moderne

# L'année 2022 sera celle de l'économie par excellence

- Réunion aujourd'hui du Conseil des ministres



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, fait de la relance économique une priorité qui prendra forme à compter de 2022.

Par Karim A. — page 2

Mostaganem/Journée mondiale des personnes handicapées

## Une date dignement célébrée

Page 4

Lutte contre le commerce informel à Béjaïa

## Saisie d'importantes quantités de viande de volaille

Page 16

Le Président Tebboune veut une industrie forte et moderne

# L'année 2022 sera celle de l'économie par excellence

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, fait de la relance économique une priorité qui prendra forme à compter de 2022.

Ph/D. R.



Par Karim A.

Ce sera l'année de l'économie, promet le chef de l'Etat dans un discours qui rappelle la voie choisie pour un redéploiement économique inscrit au chapitre des défis qui nous attendent tous. Tebboune s'est voulu optimiste même s'il n'a pas manqué de rapporter des anecdotes pour montrer l'étendue des dégâts relevés dans certaines pratiques bureaucratiques qui persistent à

entraver l'acte d'investissement. « Les détails dont je parle ont leur importance à mes yeux. Oui ce sont des détails mais ils intéressent notre citoyen » lance le Président qui raconte ces cas de blocages vécus par des opérateurs pour des motifs qui ne peuvent en aucun cas être justifiés. L'exemple de cette usine totalement prête à l'emploi et que certains ont décidé de bloquer parce que l'opérateur a rajouté un ou deux mètres sur la surface de construction. En citant tant de cas où la bureaucratie et les divers blocages ont sévi contre l'investissement, le chef de l'Etat

a surtout voulu montrer qu'il était au fait de la réalité du terrain et que la responsabilisation des intervenants doit désormais être établie. Ce ne sont pas moins de 75 000 emplois que l'on a bloqués, lance le Président de la République qui souligne que c'est un crime contre l'économie. À l'occasion de ces journées dédiées à la relance industrielle organisées par le ministère de l'industrie, sous le patronage de Abdelmadjid Tebboune, il a été question de mobilisation de toutes les ressources afin de permettre à ce secteur d'atteindre son niveau de performance.

## Les comportements anti patriotiques qui sabotent l'économie doivent cesser

Actuellement l'industrie ne représente quelques 6% du PIB et nous espérons la propulser entre 10 et 15%, indique Tebboune qui souhaite bâtir une véritable industrie qui travaille pour l'intérêt national. Il rappelle ce lot de malversations et autres manœuvres qu'a connues le secteur, notamment cette aventure de fausse industrie, celle du gonflage de roues et des circuits destinés à offrir le moyen de procéder à des transferts illicites de devises sous couvert d'investis-

sements. Cette époque est finie, lancera Tebboune qui parle d'économie patriotique. Et d'ajouter : « on va lever tous les obstacles qui entravent les unités existantes. Et on va également aider à la concrétisation des projets qui sont en cours ». À ce titre, il fera savoir qu'au niveau de l'ANDI, 402 projets ont déjà été traités dont 57 ont été libérés. Au 30 novembre pas moins de 581 dossiers ont été traités assortis de feu vert et quelques 365 autres devront être libérés à la première semaine de ce mois, fait il encore savoir. Abdelmadjid Tebboune prône la facilitation en faveur des porteurs économiques et estime que cette année 2022 où l'économie sera à l'honneur doit mobiliser toutes les ressources pour une industrie inté-

grée et en finir avec ces anciens fileaux. Aucun blocage ne pourra être justifié et d'ailleurs « un médiateur de la République a été chargé justement de se spécialiser dans ces dossiers. Il me rendra compte directement « dira le Président. Outre la création d'une agence nationale du foncier et l'appel aux banques pour promouvoir le financement optimisé à 90% pour certains segments, Tebboune appelle tous les intervenants à une adhésion à ce qu'il a qualifié de nouvelle page économique entre l'opérateur et l'administration. Enfin, le Président de la République a tenu à souligner que périodiquement des rencontres d'évaluation sont programmées à l'effet de suivre l'évolution des recommandations émises dans ce sens. K. A.

## Des médailles de l'ordre du mérite «Achir» pour des managers publics et des privés

LE PRÉSIDENT Tebboune a décerné des médailles mérite de rang « Achir » à des patrons de groupes publics qui ont réussi le challenge de la compétitivité et de l'internationalisation. Ainsi, respectivement, Toufik Hakkar, le patron de Sonatrach, Lakhdar Rekhroukh du groupe Cosider, et la dirigeante de Saïdal ont été récompensés pour leur performance à la tête de leurs groupes. Le privé également a été l'honneur. Le groupe Birmo, les laboratoires Venus ainsi que Faderco ont eu droit à la même distinction. Enfin de jeunes représentants de startups à l'image de Yasser Ghazli ont été eux aussi récompensés du même titre par le président de la République. K. A.

Zeghdar :

## Élaborer une feuille de route pour relancer la croissance industrielle

Présidence  
**Le Président Tebboune préside aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres**

LE PRÉSIDENT de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, préside, aujourd'hui, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et l'approbation de projets de loi et de décrets et la présentation de nombre d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, a indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République. « Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, préside, demain dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et l'approbation de projets de loi et de décrets et la présentation d'exposés relatifs aux secteurs de la recherche scientifique, des start-up et des télécommunications ainsi qu'au suivi des préparatifs des Jeux Méditerranéens prévus en 2022 à Oran », lit-on dans le communiqué. R. N.

La substitution des importations par des produits locaux et le développement d'exportation des produits industriels, sont les objectifs fixés par le département de Ahmed Zeghdar pour booster l'activité industrielle. Pour atteindre cet objectif, un projet de plan d'action ambitieux, opérationnel et réaliste sera présenté lors de la Conférence nationale sur la relance industrielle qui s'est ouverte hier, pour enrichissement et débat, en vue de son adoption en tant que feuille de route pour tous les acteurs économiques et administratifs afin de relancer la croissance de l'industrie en Algérie. Ainsi, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a évoqué la stratégie mise en place par son secteur pour la relance de l'activité industrielle. Cette stratégie, précise le ministre, ambitionne la réalisation de deux principaux objectifs, à savoir la substitution progressive des importations par des produits locaux ainsi que le développement chez les filières industrielles de la logique d'exportation des produits indus-

triels. La méthode adoptée vise également la mobilisation de tous les moyens disponibles, susceptibles de booster le processus d'industrialisation du pays sur des bases solides, tout en veillant à tirer les enseignements des expériences du passé et à prendre en ligne de compte les exigences d'amélioration de l'environnement économique et la libération des initiatives, a ajouté le ministre. Le plan d'action du secteur prévoit aussi une révision totale du mode de gouvernance des entreprises publiques de manière à leur permettre de renouer avec la croissance, d'avoir des représentants sur le marché local et d'accéder aux marchés mondiaux. Pour ce qui est des entreprises privées, Zeghdar affirme que son département leur accordera le même intérêt, en vue de hisser leurs capacités de production et de compétitivité compte tenu de l'importance des investissements et des démarches de modernisation initiées. Le département de l'Industrie compte dans cette optique, poursuit le ministre, œuvrer pour l'aplanis-

sement des difficultés bureaucratiques ainsi que les lacunes enregistrées en termes de logistique, de législations, de prise de mesures ou de standards à l'échelle nationale.

Zeghdar rappelle que le Plan d'action du gouvernement, issu du programme du président de la République, misait sur une forte contribution de l'industrie dans la relance économique et la croissance du PIB, soulignant que le Plan d'action vise essentiellement l'amélioration de la performance économique, la valorisation des ressources à travers la transformation et les produits orientés à l'appui d'autres secteurs, outre la couverture de

la demande accrue des citoyens.

Le ministre ajoute que quatre principaux axes ont été retenus. Ils seront abordés au niveau des ateliers de cette conférence et couvrent la plupart des problèmes que connaît le secteur, à savoir le soutien aux entreprises et la promotion de la production nationale et des exportations, l'amélioration de l'environnement de l'investissement et la mise à disposition du foncier, la gouvernance des entreprises publiques économiques, le rôle de l'Etat en tant que contributeur, l'intégration, la diversification et la promotion de la compétitivité. Louisa A. R.

Bilan des dernières 24 heures

## 185 nouveaux contaminés et 7 décès

ALGÉRIE a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (6), portant à 6 096 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 185 cas, soit 6 cas de moins par rapport au bilan d'hier (191), pour atteindre, au total, 211 297 cas confirmés. R. N.

Education nationale

# Le Cnapeste entame sa sixième semaine de bras de fer avec Belabed

■ La grève cyclique de deux jours par semaine que le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'éducation (Cnapeste) a décidé d'observer depuis le 2 novembre dernier entre dans sa sixième semaine. Dans un communiqué, l'organisation appelle à une grève les 5 et 6 décembre.



Ph/D. R.

Par Thinhinene Khouchi

Les enseignants affiliés au Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'éducation (Cnapeste) affirment qu'ils ne mettront pas fin à leur mouvement de protestation tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction de leurs revendications par la tutelle. En effet, le bras de fer qui oppose le syndicat et le ministère de l'Éducation nationale qui a débuté le 2 novembre dernier se poursuit. Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le Cnapeste a appelé ses adhérents à observer une grève les 5 et 6 décembre courant. «Les enseignants débrayeront deux jours par semaine jusqu'à la prise en charge de leurs revendications», nous explique Messaoud Boudiba, porte-parole du

Cnapeste. «De la part du ministère de l'Éducation, c'est le statu quo», ajoute-t-il. «La décision de maintenir notre mouvement de débrayage national les 5 et 6 décembre a été prise après avoir constaté que le dialogue engagé lundi dernier avec le ministère de l'Éducation nationale s'est avéré infructueux». Et d'ajouter que «les protestataires ont été plus que patients. Le Cnapeste n'a pas l'intention de geler son débrayage jusqu'à la satisfaction des revendications légitimes». Dans le communiqué, il est indiqué que «les grévistes réclament une revalorisation salariale. C'est l'une des décisions susceptibles d'apaiser leur colère». «Il y a urgence de répondre favorablement à la revendication principale des travailleurs, qui est la protection de leur pouvoir d'achat», indique le Cnapeste. Dans son communi-

qué, le syndicat a également appelé ses adhérents à maintenir le boycott des activités administratives. Les enseignants des trois cycles grévistes n'ont pas remis les notes des élèves des examens du premier trimestre à l'administration. A cet effet, le boycott des activités administratives va compromettre les conseils de classe et la remise des bulletins aux parents. Pour rappel, le Cnapeste exige une révision à la hausse des salaires et des indemnités et primes du personnel du secteur afin de remédier à l'érosion du pouvoir d'achat. Il revendique également l'ouverture de nouveaux postes budgétaires pour mettre fin à la pression exercée sur le personnel enseignant, qui dispense, au quotidien, un volume horaire important. Le syndicat réclame le droit de départ en retraite anticipée, la médecine du travail et

la facilitation d'accès au logement pour les enseignants. Il dénonce, par ailleurs, «les entraves au libre exercice syndical» tout en déplorant les poursuites judiciaires à l'encontre des syndicalistes du secteur. Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a annoncé lundi dernier qu'il s'engageait à satisfaire les revendications socioprofessionnelles des travailleurs de l'Éducation et fait part de l'engagement du gouvernement en faveur des revendications qui ne relèvent pas des prérogatives du secteur de l'Éducation et qui requièrent du temps pour les examiner en concertation avec d'autres secteurs. Des démarches visant à garantir la stabilité du secteur dans l'intérêt de l'élève, de l'enseignant et de l'école publique.

T. K.

Aouchiche à propos des élections locales

## La participation du FFS «est une réussite»

«La participation du FFS aux élections locales est une réussite», a affirmé, hier, le premier secrétaire du parti, Youcef Aouchiche. S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée à l'évaluation des résultats obtenus lors des élections locales du 27 novembre, le premier responsable du Front des forces socialistes a expliqué que cette participation «nous a permis de réaliser plusieurs acquis, à la lumière des résultats obtenus à cette joute électorale». Et de détailler en expliquant que les résultats et les

acquis de la participation du FFS à ces élections étaient de réhabiliter l'acte politique «noble» et son rôle au sein de la société. «La léthargie politique a été vaincue en imposant le discours et les idées du FFS en faveur notamment de l'unité nationale», a-t-il souligné. Youcef Aouchiche a ajouté en affirmant que le parti a pu glaner des espaces dans le champ public pour être ainsi au service du peuple, en recourant notamment à un discours «réaliste, loin de tout populisme». «Nous avons réalisé notre défi à travers

un discours de dialogue et de concertation, comme outils civilisationnels pour la résolution de conflits et les plans de violence», a-t-il indiqué. Faut-il préciser que le plus vieux parti d'opposition a glané 898 sièges dans 47 communes et 40 sièges APW dans deux wilayas lors des dernières élections locales. Interrogé sur l'accord militaire signé par l'entité sioniste et le Maroc, le premier secrétaire du Front des forces socialistes a affirmé : «Nous réitérons, encore une fois, notre dénonciation par rapport à cette attitude

de hostile à l'Algérie et tous ceux qui veulent aujourd'hui donner un espace d'appui à l'entité sioniste afin de se positionner dans la région du Maghreb». Pour le responsable du FFS, «l'attitude hostile de nos voisins de l'Ouest aujourd'hui est inexplicable et nous ne pouvons que dénoncer cet entêtement d'aller au pourrissement qui n'arrangera ni les peuples ni les pays de la région». Youcef Aouchiche n'a également pas manqué de réitérer «l'attachement du FFS à la souveraineté, à l'unité du pays, à la

## LA QUESTION DU JOUR

## A Vienne l'Iran pose ses conditions

Suite de la page une

Sur la foi de ce critère, le moins que l'on puisse dire, c'est que les représentants américains non seulement ne se sont pas rapprochés de la table des négociations récemment, mais s'en sont trouvés plus éloignés encore. Notons au passage que le chef de la délégation chinoise, et probablement aussi son homologue russe, est allé de la même note optimiste que d'habitude à l'adresse des journalistes massés devant l'entrée de l'hôtel abritant la rencontre. Pour lui, les échanges ont une fois de plus fait des progrès dans la bonne direction. A condition de ne pas le prendre à la lettre, ce propos du représentant chinois s'explique assez bien, aussi décalé qu'il puisse paraître par rapport à une réalité manifeste pour tout le monde. De son point de vue, en effet, comme d'ailleurs de celui des Russes, une bonne négociation internationale, c'en est une où les Etats-Unis sont dans l'inconfort, ni complètement dedans ni complètement dehors. A la fois dans la négociation et hors d'elle. Et plus éloigné encore du centre, Israël, qui se démonte comme un diable pour tout faire capoter, pour qu'on en vienne tout de suite aux hostilités. Lui veut la guerre, il est même le seul à la vouloir. En compagnie des Etats-Unis cependant, qui le défendraient si d'aventure les choses tournaient mal pour lui. Mais comme il est toujours là à en appeler à la guerre, il arrive que les Américains se mettent à tenir un langage pas trop différent du sien. C'est ainsi qu'Antony Blinken a, au terme du 7<sup>e</sup> round, signalé aux Iraniens que la patience de son pays avait des limites, et qu'il existait une autre option que la négociation. Un propos qui d'ailleurs n'a pas eu l'effet escompté. La réalité, c'est que dans cette affaire c'est l'Iran qui mène la danse. Il a fait des propositions sur lesquelles les débats devraient reprendre, et maintenant il attend la réponse des Etats-Unis. C'est cela qui enrage ces derniers, et d'avantage encore les Israéliens, qui ont osé parler de chantage nucléaire de la part de l'Iran. Le monde à l'envers, en somme. Dans le cas du refus des Etats-Unis, c'en sera fini de l'accord de Vienne. Voilà pourquoi le plus probable est qu'ils acceptent.

M. H.

sécurité nationale, qui implique, a-t-il dit, les stratégies de défense, d'autres aspects que nous devons intégrer dans notre analyse en tant que société et en tant qu'Etat». «Nous continuons à œuvrer, en tant que parti, pour la construction d'un espace maghrébin démocratique des peuples, qui sera le seul rempart à même de nous prémunir de tous les dangers qui nous guettent» a-t-il déclaré.

Massi Salami

Mostaganem/Journée mondiale des personnes handicapées

# Une date dignement célébrée

■ Depuis 1992, cette journée est célébrée dans le but de promouvoir les droits et le bien-être des personnes aux besoins spécifiques dans toutes les sphères de la société.



Par Lotfi Abdelmajid

Cette célébration vise l'accroissement de la sensibilisation à leur situation particulière dans tous les aspects de la vie politique, sociale, économique et culturelle. En effet, l'objectif

ultime qui devrait marquer cette journée c'est la transformation de la société vers une société durable et résiliente pour tous. A Mostaganem, cette journée a été dignement célébrée ce jeudi 2 décembre 2021 sous le slogan «Personnes handicapées, ambitions et créativité». Aissa Boulahya, wali de la wilaya de

Mostaganem, accompagné d'une forte délégation, est sorti à la rencontre de ces personnes. En cette bienveillante occasion, le wali a d'abord inauguré une nouvelle école de l'Association d'aide aux handicapés mentaux. Une structure qui vient s'ajouter aux deux autres déjà opérationnelles depuis plus d'une vingtai-

ne d'années. Cette visite a permis au chef de l'exécutif de s'enquérir de la prise en charge des vingt-quatre élèves entre déficient mental et trisomique. La délégation s'est rendue ensuite au Centre psychopédagogique de la commune de Mazagran. Un centre dont l'effectif est presque de 300 élèves entre autistes, trisomiques et déficients mentaux. L'encadrement de psychologues, d'orthophonistes et les éducateurs prend en charge ces enfants aux besoins spécifiques. Cependant, il a été observé que l'importance des effectifs renvoie les éducatrices à être constamment au front afin de garantir à ces élèves une prise en charge digne. Mais il est regrettable que certaines d'entre elles ont plus de douze années d'exercice et sont rémunérées à moins du SMIG. C'est à v e c 12 000 dinars par mois qu'elles assurent une éducation aux enfants autistes, trisomiques et déficients mentaux... C'est

indigne de savoir que ces éducatrices soient ainsi exploitées. L'esprit qui marque cette sortie du wali, c'est d'abord affirmer son intérêt pour favoriser l'accomplissement d'un devoir envers ces personnes aux besoins spécifiques. D'un autre côté, en sa qualité de premier responsable de la wilaya, il veut garantir à ces derniers l'exercice plein et entier de leurs droits fondamentaux. Par ailleurs, le wali persiste à assurer une éducation de qualité aux personnes handicapées. Afin d'éviter que les personnes handicapées soient affectées de manière disproportionnée, il veut renforcer les efforts collectifs pour l'accès aux services essentiels, y compris la santé et la protection sociale immédiates, l'éducation, les infrastructures numériques, les informations accessibles, l'emploi et d'autres opportunités socioéconomiques afin de garantir que les personnes handicapées ne soient laissées sur le bas-côté durant cette crise de Covid-19. L. A.

Oran

## Poursuite des travaux du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique

Les travaux du 8<sup>e</sup> Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique se sont poursuivis hier à Oran en sessions à huis clos.

La troisième et dernière journée de la rencontre a été consacrée à l'examen des propositions et recommandations présentées par les participants durant le séminaire.

Il s'agit des propositions en relation avec la bonne gouvernance en Afrique et l'amélioration des mécanismes de lutte contre le terrorisme dans le continent.

Les propositions et recommandations concernent la coordination entre le Conseil de la paix et de la sécurité de l'Union africaine (UA) et le groupe A3 (Kenya, Niger et Tunisie) et le nouveau membre de la région des Caraïbes (Saint-Vincent et Grenade) dans l'objectif de soutenir la voix de l'Afrique au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Le huitième Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique de trois

jours, s'est tenu à Oran sous le thème «Assistance aux nouveaux membres africains au Conseil de sécurité des Nations unies pour préparer le traitement des questions de la paix et de la sécurité dans le continent africain».

Des ministres représentants des pays membres du Conseil de la paix et la sécurité de l'Union africaine, des membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU, des experts et de hauts représentants d'instances africaines, de l'ONU et de la Ligue arabe, y ont pris part.

### Nécessité de renforcer la coopération entre les pays dans le domaine de lutte antiterroriste

Le directeur du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme relevant de l'Union africaine à Alger, Lallali Idriss Lakhdar, a souligné, vendredi à Oran, l'importance de renforcer la coopération et la coordination entre les pays

dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, pour éradiquer ce fléau qui sévit dans des pays africains.

En marge des travaux du 8<sup>e</sup> Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, M. Lallali, qui a pris part à une session abordant «le danger du terrorisme et l'amélioration des mécanismes de lutte contre ce fléau», a indiqué, lors d'une conférence de presse, que les groupes terroristes ont profité des circonstances liées à la pandémie de Covid-19 pour étendre leurs actions criminelles dans certaines régions du continent.

Le même responsable a mis l'accent sur la révision du financement par l'Union africaine des opérations de lutte contre le terrorisme, de manière à renforcer les capacités de combattre ce fléau.

D'autre part, M. Lallali a fait savoir que l'Union africaine compte engager des mandats d'arrêt internationaux à l'encontre de terroristes et établir une liste nominative des terroristes du continent, ce qui contribuera à consolider la lutte

antiterroriste, faisant observer que certains terroristes dans le continent ne figurent pas dans la liste des Nations unies.

L'expert a, par ailleurs, abordé le rôle de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme, soulignant qu'elle est devenue une référence avec une large reconnaissance de son expérience, qui peut être utile dans le continent africain.

Les travaux du 8<sup>e</sup> Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, qui s'est tenu à Oran sous le thème «Assistance aux nouveaux membres africains au Conseil de sécurité des Nations unies dans le traitement à des questions de la paix et de la sécurité dans le continent africain», a enregistré la participation des ministres des Etats membres au Conseil de la paix et de la sécurité de l'Union africaine, ainsi que des membres africains au Conseil de sécurité de l'ONU, des experts et hauts représentants d'organismes africains, de l'ONU et de la Ligue arabe.

Lamine Ch.

Blida

## Stock de sécurité en bonbonnes de gaz butane dans les localités reculées

Des mesures anticipatives ont été prises par l'entreprise Naftal à Blida afin d'assurer la disponibilité d'un stock de sécurité en bonbonnes de gaz butane au niveau des localités reculées de la wilaya, a-t-on appris, vendredi, de la responsable du département commercial de cette société.

M<sup>me</sup> Mahdia Djabali a indiqué à l'APS qu'afin de garantir la disponibilité de ce produit énergé-

tique très demandé durant la saison froide, le district GPL (gaz de pétrole liquéfié) de la société a doté l'ensemble des localités reculées de Blida qui risquent d'être isolées par des chutes de neige qui couperaient les accès vers ces zones en stocks de sécurité en bouteilles de butane afin de prévenir toute pénurie.

Ces localités ont reçu des quotas de 210 à 280 bonbonnes de gaz butane a-t-elle dit, préci-

sant que les communes concernées par cette mesure sont Souhane, une localité montagnaise située sur les hauteurs de Larbaa qui a été dotée d'un stock de sécurité de 210 bouteilles et Chréa sur les hauteurs de Blida, où d'importantes chutes de neige sont enregistrées, qui a bénéficié de 280 bouteilles de gaz butane.

Outre les communes de Blida, ce même district GPL qui

couvre trois autres wilayas, qui sont Médéa, Tipasa et une partie de Ain Defla, a également constitué des stocks de sécurité au niveau des communes enclavées de ces trois circonscriptions.

Il s'agit de la commune montagnaise de Beni Milleuk, à Tipasa, qui a été dotée de 280 bouteilles de gaz butane et des localités de Zoubiria, Ouled Brahim, Bouaichoune et Ouled

Bouachra de Médéa qui ont bénéficié chacune d'un stock de 210 unités.

A noter que le district GPL de Blida a augmenté depuis le début de la saison froide ses capacités de production de bonbonnes de gaz butane en passant de 30 000 unité/jour à 40 000 unité/jour afin d'éviter une éventuelle pénurie de ce produit énergétique.

R. N.

Au lendemain d'un sommet des producteurs de l'Opep+

# Les prix du pétrole terminent en ordre dispersé

■ Les prix du pétrole ont terminé en ordre dispersé vendredi, au lendemain d'un sommet des producteurs de l'Opep+ et dans le sillage de la chute du marché boursier.



Par Salem K.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a avancé de 0,30 % à 69,88 dollars.

A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de janvier a lâché 0,36 % à 66,26 dollars. Témoins de la forte

volatilité des marchés ces derniers jours, les deux contrats grimpaient de plus de 2 % plus tôt en séance. Sur la semaine, le Brent a perdu 3,01 % et le WTI a lâché 4,14 %. «Il y a une volatilité accrue sur le marché du pétrole mais également sur les marchés en général, en raison des incertitudes sur le nouveau variant Omicron, sur notre position dans

le cycle économique et sur le déroulement du resserrement monétaire potentiel», a résumé à l'AFP Matt Smith, responsable de l'analyse pétrole pour le fournisseur de données spécialisées dans les matières premières Kpler. La semaine mouvementée a été marquée par un sommet jeudi des producteurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés via l'accord Opep+.

Les pays de l'Opep+ ont décidé à l'occasion de cette réunion à huis clos, tenue en visioconférence, de continuer d'augmenter leur production en janvier de 400 000 barils par jour.

«Cette décision inattendue suggère que le groupe n'est pas gêné par la récente chute des prix du pétrole, déclenchée par la menace sur la demande que fait planer le nouveau variant de

Covid-19, ni par la perspective d'une libération des réserves stratégiques de brut par plusieurs pays consommateurs, Etats-Unis en tête», commente l'analyste de PVM, Stephen Brennock. Certains analystes s'attendaient au contraire à ce que le cartel mette sa politique sur pause et vise en janvier une production identique à décembre. Les pays producteurs «ont donné confiance au marché en continuant d'accroître leur production car ils voient toujours une solide demande, ce qui est positif», a noté Matt Smith.

L'analyste relevait toutefois que l'Opep+ s'est gardé le droit d'«ajuster leur attitude» avant la prochaine réunion du cartel «s'il y a un impact du variant sur l'économie», a ajouté l'expert.

L'Opep+ se réserve, en effet, le droit de revoir sa décision «en

fonction des développements de la pandémie» d'ici à la prochaine réunion, prévue le 4 janvier, a précisé son communiqué.

Washington, qui avait appelé à plusieurs reprises le cartel à desserrer le robinet d'or noir afin de calmer la flambée des prix, s'est d'ailleurs «félicité» jeudi de la décision de poursuivre l'augmentation de la production.

S. K.

## Oléagineux Le colza grimpe à 690 euros la tonne

Les prix du colza étaient en hausse vendredi après-midi sur le marché européen, dans le sillage du pétrole et du canola (colza OGM canadien). L'oléagineux, qui a rebondi nettement depuis trois jours, poursuivait sa remontée, avec un cours se rapprochant des 690 euros en séance sur Euronext. Le prix du colza est porté par la bonne santé du soja et «un contexte de bilans mondiaux déficitaires, ce malgré la hausse de la production en Australie», relevait le cabinet Agritel. Les oléagineux sont largement valorisés comme agro-carburants.

M. O.

## Espagne Dissocier définitivement l'économie de Melilla et Ceuta du Maroc

L'ancien ministre espagnol des Affaires étrangères, Manuel García Margallo, a appelé à dissocier définitivement l'économie de Melilla et Ceuta (sous souveraineté espagnole) du Maroc. S'exprimant lors d'une conférence sur «l'économie de Melilla et son avenir», l'ancien chef de la diplomatie espagnole a fait remarquer que l'avenir de l'économie de Melilla était tributaire du développement de ses relations avec le reste des villes d'Espagne, et principalement avec l'Union européenne. Il a mis en avant, à cet égard, la nécessité d'accorder davantage d'intérêt à cet aspect et réduire la dépendance économique de Melilla envers le Maroc. Contrairement à Ceuta (extrême nord) qui a réussi à s'intégrer économiquement dans l'espace espagnol, la ville de Melilla, géographiquement éloignée de l'Espagne, trouve des difficultés à intégrer pleinement l'économie espagnole.

R. E.

Energie

## Shell se retire d'un projet pétrolier controversé au large des îles Shetland

Le géant des hydrocarbures Royal Dutch Shell a annoncé son retrait d'un projet d'exploitation de champ pétrolier au large des îles Shetland en Ecosse, dont il détenait 30 %, une décision aussitôt saluée par des ONG environnementales. «Après un examen

approfondi» du projet de Cambo, Shell a indiqué dans un communiqué jeudi soir avoir conclu «que l'intérêt économique en faveur d'un investissement dans ce projet n'était pas assez solide pour le moment». Le projet, qui attend le feu vert du gouvernement britannique, est devenu un

cheval de bataille des ONG environnementales, qui réclament son abandon. Greenpeace avait organisé début octobre une manifestation à Londres qui s'était soldée par des arrestations de militants. Le champ pétrolier de Cambo contient l'équivalent de plus de 800 mil-

lions de barils de pétrole, dont 170 millions devraient être extraits dans la première phase du projet. Il est détenu à 70 % par Siccac Point Energy, soutenu par la société de capital-investissement américaine Blackstone, et à 30 % par Shell UK.

Ali O.

Premier développement de gaz de schiste en Arabie saoudite

## Samsung décroche un contrat de 1,2 msd US pour le projet gazier d'Aramco

Le sud-coréen Samsung Engineering a annoncé avoir remporté un contrat de 1,23 milliard de dollars auprès du géant pétrolier saoudien Aramco pour le Jafurah Gas Process Package 1, un projet majeur qui marque le premier développement de gaz de schiste en Arabie saoudite.

«Le projet fait partie du déve-

loppement du champ de gaz de schiste de Jafurah situé à 400 km à l'est de la capitale Riyad et devrait être achevé en 2025», précise Samsung Engineering dans un communiqué.

L'une des principales sociétés d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projet (EPC&PM) au monde, Samsung Engineering

construira une installation de traitement des gaz qui éliminera le soufre et d'autres substances de 1,1 milliard de pieds cubes de gaz par jour.

L'accord a été signé lors d'une cérémonie tenue à Al Ghawar Hall, Aramco Dhahran, en présence du ministre saoudien de l'Energie, Abdulaziz bin Salman, du président-directeur

général de Saudi Aramco, Amin H. Nasser et du président-directeur général de Samsung Engineering, Sungan Choi.

L'objectif du projet est de produire du gaz de schiste, des liquides de gaz naturel (LGN), de l'éthane, du soufre et des condensats stabilisés, ajoute le communiqué.

S. K.

Omicron

## Le FMI envisage d'abaisser ses prévisions de croissance

Le Fonds monétaire international envisage de réviser en baisse ses prévisions de croissance mondiale en raison du nouveau variant Omicron qui se répand dans le monde, a indiqué, vendredi, la directrice générale de l'institution. «Un nouveau variant qui pourrait se propager très rapidement peut ébranler la confiance et, en ce sens, nous assisterons probablement à des révisions à la baisse de nos projections

d'octobre pour la croissance mondiale», a déclaré Kristalina Georgieva lors d'une conférence Reuters Next. En octobre, le FMI avait déjà révisé en baisse ses prévisions de hausse du produit intérieur brut mondial à 5,9 % cette année contre 6 % en juillet, en raison des problèmes de logistique et une vaccination inégale. Pour 2022, le FMI tablait alors sur une croissance mondiale inchangée à 4,9 %. Depuis octobre, le FMI a déjà laissé

entendre que la croissance pourrait être moins soutenue que prévu alors que les goulets d'étranglement sur les chaînes de production ne sont pas résorbés, provoquant une poussée inflationniste dans le monde. «Avant même l'arrivée de ce nouveau variant, nous craignons que la reprise, bien qu'elle se poursuive, perde quelque peu de son élan», a commenté vendredi M<sup>me</sup> Georgieva, soulignant que l'expansion des deux premières

économies du monde, les Etats-Unis et la Chine, avait déjà été freinée par le variant Delta qui s'est répandu à la fin de l'été et l'automne. Le FMI publie généralement des révisions de ses prévisions d'octobre en janvier.

L'Omicron, une version à forte mutation du coronavirus, a été signalée pour la première fois en Afrique du Sud le 24 novembre et est désormais présent dans plusieurs dizaines de pays.

Amar H.

Salle de cinéma «Sahel»

# L'ensemble «El Djazira» enchante le public algérois

■ La salle de cinéma «Sahel», à Chéraga, a vibré vendredi soir au rythme de la musique andalouse, lors d'un concert animé par l'ensemble «El Djazira». Une ambiance conviviale a été créée par cette formation musicale en présence de passionnés de cette musique ancestrale.



Par Abia selles

Sous la direction du maestro Bachir Mazouni au violon, l'orchestre, en nombre réduit, de l'association culturelle «El Djazira» de musique andalouse, accueilli à la salle de cinéma

«Sahel» à Cherraga, a embarqué l'assistance dans une belle randonnée onirique, à travers un programme déployé en deux parties, qui a mis en valeur la richesse du patrimoine andalou.

Dans le mode Sika, douze instrumentistes, dont trois musi-

ciennes, ont entamé le premier volet du récital avec inqilab «*Min houbi had el ghazala*», interprété en chœur par l'ensemble, suivi dans le mouvement n'çraf de «*Tabaât rouhi hawaha*», «*Ya chabih dhey el hila*», «*Ya saki la taghefel*» pour conclure avec un

enchaînement de kh'llasset.

Les voix cristallines, sopranes et ténors d'Imene Aitouche au violon, Hafida Boungab et Hamouche Bacero au luth, ainsi que Ahmed Fouanis à la mandoline, ont orné le silence de la salle avec des sorties en solo très appréciées par l'assistance, brillamment rendues dans la lenteur apaisante de la cadence n'çraf et la légèreté entraînant du mouvement kh'llasset.

Au tour de Bachir Mazouni, à la voix présente et étoffée, également soutenu au R'bab par Ryma Cherbane, aux percussions par Azeddine Zaafi et Abdelkader Beneddine, ainsi que Tayeb Mohamedi à la guitare et Samy Bentouri au piano, d'interpréter un florilège de chants hawzi et aaroubi, permettant une deuxième partie plus chaleureuse, qui a constitué, entre autres pièces, «*Khatri bel djeffa l'âadeb*», «*Ya dhou aayani*» et «*Dekhil hassbek ya would ettir*».

«*Ya men dara men naâchâqou, Mahla charab*», «*Laqitouha fi tawafi tes'â*», «*Selli houmoumek*», «*Mata nestarihou*», «*Bekri*

win kount m'henni», «*Kane m'âkoum djjet*», «*Mahla el âchiya*», «*El khilaâ taâdjebni*», sont autant de pièces rendues par l'ensemble qui rappellent la richesse et la diversité du genre andalou.

Transitant par plusieurs modes dont le Moual et Raml el maya ainsi que différentes cadences rythmiques, les sonorités des instruments conventionnels de la musique andalouse (violon, oud, r'bab), mêlées aux sons denses de la mandole au professeur Amar Sari et Ahmed Fouanis, ainsi que le banjo de Mourad Bernoussi intégrés dans l'orchestration, ont mis en valeur le travail de recherche et la quête d'une identité sonore qui caractériserait l'association «*El Djazira*».

A. S.

Décès

## Le comédien britannique Antony Sher est mort

L'acteur britannique Antony Sher, primé pour sa carrière au théâtre mais aussi actif au cinéma, est décédé à l'âge de 72 ans d'un cancer, a annoncé vendredi la Royal Shakespeare Company (RSC).

Né en Afrique du Sud, Sher était considéré comme l'un des meilleurs acteurs britanniques contemporains, jouant presque tous les grands rôles shakespeariens, du «*Roi Lear*» à «*Richard III*».

C'est d'ailleurs pour son interprétation de «*Richard III*» – campant un énergique roi bossu en béquilles – qu'il avait reçu en 1985 un Olivier Award, équivalent britannique des Molières.

L'artiste, que le prince Charles avait un jour désigné comme son acteur préféré, avait aussi tourné dans plusieurs films à succès, dont «*Shakespeare In Love*».

La directrice générale de la RSC, Catherine Mallyon, et Erica Whyman, directrice artistique par intérim, se sont déclarées «*profondément attristées*» par le décès de M. Sher.

«*Nos pensées et nos sincères condoléances vont à la famille d'Antony et à leurs amis en cette période douloureuse*», ont-elles déclaré, saluant la «*longue collaboration*» de l'acteur avec la troupe et sa «*carrière immensément reconnue sur scène et à l'écran*».

La présidente de la compagnie, Shriti Vadera, a salué un artiste «*adoré*» au sein de l'organisation, affirmant qu'*«il avait touché et enrichi la vie de nombreuses personnes»*.

R. I.

Salon international du livre d'Alger (Sila)

## La 25<sup>e</sup> édition reportée à mars prochain

Le 25<sup>e</sup> Salon international du livre d'Alger (Sila) se tiendra du 24 au 31 mars de l'année prochaine, avec l'Italie comme invité d'honneur de cette édition tant attendue, annonce le ministère de la Culture et des Arts sur sa page Facebook.

Prévu initialement en octobre 2020, le 25<sup>e</sup> Sila a été reporté à cause de la pandémie de Covid-19 qui a contraint le plus grand

événement culturel du pays à une absence de deux ans.

Éditeurs et auteurs pourront ainsi renouer avec leurs lecteurs à la faveur de cet événement marquant, symbole d'un retour à une activité culturelle normale, et une occasion pour l'industrie algérienne du livre de respirer après deux années particulièrement éprouvantes.

Le 25<sup>e</sup> Sila, qui se tiendra au

Palais des expositions des Pins maritimes à Alger, a choisi l'Italie comme invité d'honneur, «*un pays voisin et ami connu pour sa production culturelle prolifique*».

Dans le cadre de la prévention contre la propagation du coronavirus, le ministère de la Culture et des Arts avait d'abord proposé en 2020 une version virtuelle du salon, devant l'impossibilité de tenir cet événement qui

draine plus d'un million de visiteurs, avant d'opter pour l'annulation du salon pour les années 2020 et 2021.

Principal événement culturel en Algérie, le Sila avait connu en 2019 la participation de 1 030 maisons d'édition de 36 pays, dont 298 algériennes, et enregistré 1,150 million de visiteurs.

L. B.

Organisé dans des conditions particulières

## Le Festival du cinéma de La Havane lance sa compétition

Le 42<sup>e</sup> Festival de cinéma latino-américain de La Havane a rallumé ses projecteurs vendredi pour sa compétition, dans un contexte marqué par la crise économique et des tensions politiques toujours latentes.

En raison de la pandémie de Covid-19, le festival a été coupé en deux : une première étape a eu lieu en décembre 2020 avec la projection de films hors compétition ; l'épidémie étant pour l'heure sous contrôle à Cuba, la deuxième étape, avec compétition, se déroule jusqu'au 12 décembre.

Quinze salles, avec une jauge de 50 %, projeteront 102 films, dont 16 dans la catégorie reine des longs métrages de fiction.

«*L'important c'est de ne pas renoncer au festival*», explique à l'AFP son président, Ivan Giroud.

L'événement intervient un an après l'inédite mobilisation, le 27 novembre 2020, de quelque 300 jeunes artistes devant le ministère de la Culture, qui réclamaient plus de liberté d'expression.

Deux figures du cinéma cubain avaient alors joué les médiateurs avec les autorités : Fernando Pérez, un des principaux réalisateurs de l'île, et l'acteur Jorge Perugorria.

Mais de nombreux participants au sit-in devant le ministère considèrent que les problèmes de fin 2020 sont toujours d'actualité et regrettent le manque de dialogue avec les autorités. Ils n'excluent pas de se mobiliser à

nouveau. «*Nous sommes conscients que tout peut provoquer un incident, peut provoquer une situation de friction, nous essayons de l'éviter, mais ce sont des problèmes qui sont latents dans la réalité*», explique le président. Huit mois après la mobilisation du monde de la culture, des milliers de Cubains étaient descendus dans la rue à travers le pays les 11 et 12 juillet, aux cris de «*Liberté !*», «*On a faim !*» et «*A bas la dictature !*».

Autre difficulté, la crise économique. L'économie de l'île a chuté de 11,3 % en 2020 en raison de la baisse du tourisme et le recul s'est aggravé au premier semestre 2021.

«*Cela a été très difficile parce que non seulement il y a cette dif-*

ficulté (économique), mais aussi le nombre limité de vols (...) ainsi que le prix des billets», déplore M. Giroud.

En janvier, le gouvernement cubain a mis en œuvre une réforme monétaire qui a provoqué une inflation informelle galopante de 6.900 %.

«*Nous ne savons pas aujourd'hui combien coûte le festival et je ne pense pas que nous le saurons quand il sera terminé, à cause de l'inflation*», reconnaît le président. Le Festival de La Havane, un des plus importants d'Amérique latine, attirait avant la pandémie en moyenne 300 000 spectateurs pendant dix jours. L'Etat cubain est le principal soutien de ce festival fondé en 1979.

M. K.



## Nucléaire iranien

# Washington accuse Téhéran d'être responsable de l'impasse

■ Les États-Unis ont accusé vendredi Téhéran d'être responsable de l'impasse dans les négociations de Vienne sur le programme nucléaire iranien, rejoignant les Européens qui ont fait part de leur «déception et préoccupation» face aux exigences de la République islamique.

Par Mourad M.

Ces pourparlers, qui avaient repris en début de semaine, ont marqué une pause à partir de vendredi et devraient reprendre en milieu de semaine prochaine pour permettre de faire le point sur les propositions iraniennes, selon des sources diplomatiques. «Le nouveau gouvernement iranien n'est pas venu à Vienne avec des propositions constructives», a déclaré vendredi la porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki. «Nous espérons toujours une approche diplomatique, c'est toujours la meilleure option», a-t-elle ajouté. Mais «l'approche de l'Iran cette semaine n'a pas été, malheureusement, de tenter de résoudre les problèmes en suspens». Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a lui prévenu que si Téhéran continuait à développer son programme nucléaire en faisant traîner les négociations, «nous nous tournerons vers d'autres options». «L'Iran ne semble pas sérieux sur ce qu'il doit faire pour revenir au respect de l'accord, c'est pourquoi nous avons mis fin

à ce cycle de discussions à Vienne», a-t-il ajouté. «L'Iran a des décisions très importantes à prendre dans les prochains jours», a-t-il conclu. Selon des diplomates européens, les délégations retournent ce week-end dans leurs capitales respectives et les pourparlers reprendront en milieu de semaine prochaine «pour voir si ces divergences peuvent être surmontées ou non», si cet «écart peut être comblé dans un temps réaliste». «Téhéran revient sur la quasi-totalité des compromis qui avaient été difficilement trouvés au cours du premier cycle de négociations entre avril et juin», ont déploré des hauts diplomates de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni (E3), dénonçant une «marche arrière». Malgré ces commentaires sévères, les diplomates européens se disent «pleinement engagés dans la recherche d'une solution diplomatique». «Le temps presse», insistent-ils. L'enjeu est de taille : il s'agit de sauver l'accord international de 2015 censé empêcher la République islamique de se doter de la bombe atomique.

Conclu entre l'Iran et six grandes puissances (États-Unis, Russie, Chine, France, Allemagne, Royaume-Uni), il s'est défilé à la suite du retrait unilatéral des États-Unis en 2018 et du rétablissement des sanctions. En riposte, Téhéran s'est affranchi de la plupart des limites qu'il avait imposées à son programme nucléaire. Les discussions de Vienne visent à faire revenir dans le giron Washington, qui y participe de manière indirecte. Les différentes parties s'étaient quittées en juin avec l'espoir d'une conclusion imminente, mais l'arrivée au pouvoir en Iran du président ultraconservateur Ebrahim Raïssi a changé la donne. L'accord, connu sous son acronyme anglais JCPOA, offrait à Téhéran la levée d'une partie des sanctions étouffant son économie en échange d'une réduction drastique de son programme nucléaire, placé sous strict contrôle de l'ONU. Côté iranien, on indique avoir fait deux propositions, l'une sur «la levée des sanctions», l'autre «concernant les activités nucléaires». «Désormais, l'autre partie doit examiner ces documents et se préparer pour négocier avec l'Iran sur la base des textes soumis», a déclaré le négociateur en chef de l'Iran, Ali Bagheri. Avant



Ph. > D. R.

de repartir pour Téhéran, M. Bagheri a évoqué les «objections» formulées par les Européens. «Je leur ai dit que c'était normal car nous n'allions pas présenter des documents et suggestions qui correspondent à leurs points de vue», a-t-il expliqué sur l'agence officielle Irna. Il a également réaffirmé «la volonté sérieuse» de son pays de parvenir à un accord. Le chef de la diplomatie iranienne, Hossein Amir-Abdollahian, a pour sa part qualifié «le processus de bon mais globalement lent», lors d'un entretien téléphonique avec son homologue européen Josep Borrell. Et il a souhaité «un changement dans l'approche de certaines parties qui doivent aban-

donner leurs propos menaçants». Selon un des diplomates européens, «les propositions de Téhéran ne peuvent pas fournir de base à la négociation, il n'est pas possible d'avancer» sur ce terrain-là. Devant le palais Cobourg, là même où avait été conclu ce texte historique, l'ambassadeur chinois s'est voulu moins pessimiste, évoquant «des discussions substantielles». «L'ensemble des parties ont accepté de faire une courte pause pour prendre des instructions. C'est naturel et nécessaire, et nous espérons que cela donnera un nouvel élan aux négociations», a déclaré Wang Qun aux journalistes.

M. M.



## Commentaire

Pétition

Par Fouzia Mahmoudi

Éric Zemmour organise aujourd'hui son premier grand meeting de campagne après l'officialisation de sa candidature à l'élection présidentielle française d'avril prochain. Des voix à gauche se sont immédiatement élevées pour appeler à l'annulation de ce rendez-vous tant attendu des partisans de Zemmour. Le préfet de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, où doit se tenir le meeting, a ainsi lancé une pétition pour empêcher le grand rassemblement du candidat nationaliste prévu dans son département, aujourd'hui, au Parc des expositions de Villepinte. Une initiative saluée par plusieurs personnalités de gauche et d'extrême-gauche. Toutefois, Jean-Luc Mélenchon a lui préfééré se distancer de cette tentative de censure. Le chef de file de la France Insoumise ne partage en effet pas la méthode du socialiste. «Il a tort», a-t-il tranché. «Ce n'est pas juste parce que le principe de la démocratie même, c'est d'écouter aussi ce qui nous déplaît. Si on n'écoute que ce qui nous plaît, tout le monde est du même avis, ça ne sert plus à rien», a continué le candidat d'extrême-gauche. Pour faire face à Éric Zemmour, l'Insoumis défend toujours le débat, comme il s'y était lui-même employé fin septembre. «Quand on est un démocrate, il n'y a pas cinquante recettes. Il faut discuter, il faut débattre», s'était-il défendu début novembre, alors que beaucoup à gauche l'ont accusé d'avoir mis le futur candidat Zemmour sous les projecteurs médiatiques en débattant avec lui lors d'un long rendez-vous sur BFMTV à la fin du mois de septembre. Toutefois, tout le monde ne partage cependant pas la même position au sein du parti et la députée LFI, Clémentine Autain, notamment, a même défendu la position inverse de celle de son chef de file. «Je m'oppose fermement à la tenue du meeting de Zemmour au Parc des expositions. Sa venue dans notre département, qu'il qualifie d'"enclave étrangère" est une provocation», a-t-elle jugé. Dans un communiqué, elle indique d'ailleurs s'être adressée directement au propriétaire du site pour demander l'annulation de cette réunion publique. Ces différences de points de vue démontrent la fracture au sein de la gauche, entre ceux qui continuent à croire au débat démocratique et à la nécessaire confrontation des idées et des arguments, et ceux qui veulent purement et simplement faire taire toute voix dissonante au risque d'obtenir l'effet inverse à celui recherché en rendant leurs opposants d'autant plus attractifs.

F. M.

## Ukraine

### Biden fait monter la pression avant un prochain échange avec Poutine

Joe Biden a fait monter d'un cran la pression sur la Russie vendredi en disant préparer des «initiatives» pour défendre l'Ukraine en cas d'invasion, avant un échange avec son homologue Vladimir Poutine, prévu dans les prochains jours. Disant être en «contact constant» avec les alliés des États-Unis et les Ukrainiens, le président américain a déclaré, depuis la Maison-Blanche : «Je suis en train de préparer ce qui sera, je crois, l'ensemble d'initiatives le plus complet et le plus pertinent qui soit, pour rendre très, très difficile à M. Poutine de faire ce que les gens craignent qu'il fasse». Joe Biden, qui répondait à une question posée après une intervention consacrée à l'économie, le lieutenant-colonel Tony Semelroth. Le président américain et son homologue russe doivent prochainement échanger directement sur les crispations autour de l'Ukraine, sept ans après l'annexion russe de la Crimée et la prise de contrôle d'une partie de l'est de l'ancienne République soviétique par des forces séparatistes pro-russes. Mais la date et les modalités exactes de cette conversation ne sont pas connues. Les

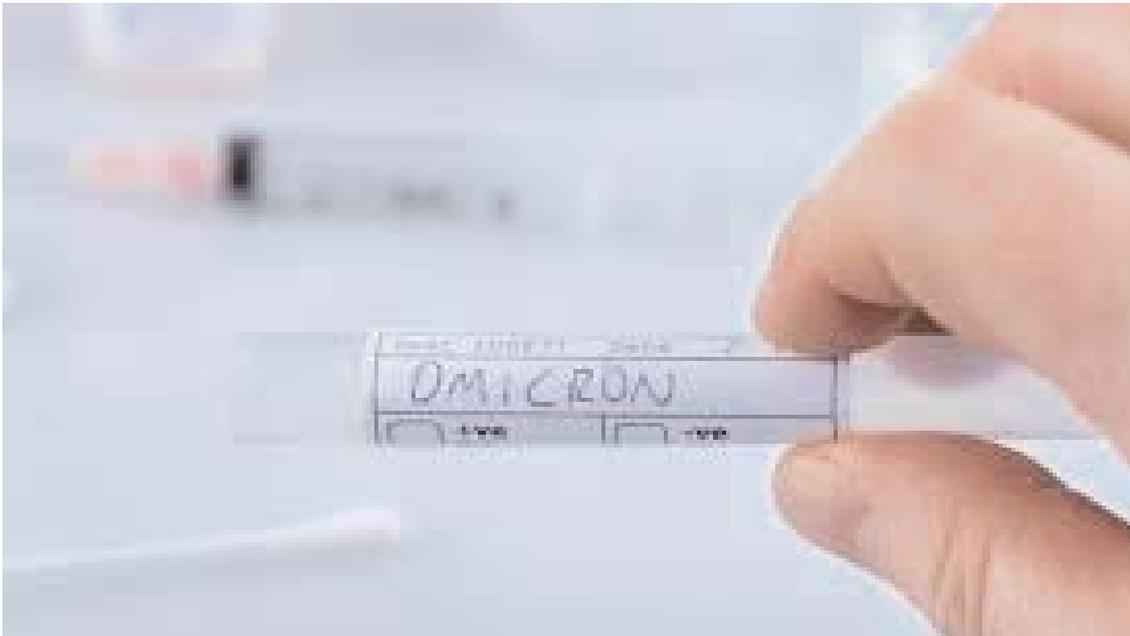
groupes tactiques avec un effectif estimé à 175 000 hommes, ainsi que des chars, de l'artillerie et autres équipements», a affirmé un haut responsable américain au quotidien américain «Washington Post» sous condition d'anonymat. Interrogé par l'AFP, le Pentagone s'est refusé à commenter des informations concernant le renseignement, mais a indiqué être «très préoccupé par les preuves faisant état de plans de la Russie en vue d'actions agressives contre l'Ukraine». «Nous continuons à soutenir la diminution des tensions dans la région et une solution diplomatique au conflit dans l'est de l'Ukraine», a affirmé le porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Tony Semelroth. Le président américain et son homologue russe doivent prochainement échanger directement sur les crispations autour de l'Ukraine, sept ans après l'annexion russe de la Crimée et la prise de contrôle d'une partie de l'est de l'ancienne République soviétique par des forces séparatistes pro-russes. Mais la date et les modalités exactes de cette conversation ne sont pas connues. Les

deux hommes s'étaient vus en personne à Genève en juin dernier. Mais Joe Biden a depuis largement concentré ses efforts diplomatiques à la rivalité des États-Unis avec la Chine : il a eu au total trois longs échanges avec le président Xi Jinping, dont une visio-conférence de plusieurs heures le 15 novembre. Nul doute qu'en massant des dizaines de milliers de soldats à la frontière ukrainienne, comme le lui reprochent Washington et Kiev, Vladimir Poutine a regagné l'attention de son homologue américain. Pour apaiser les tensions, Moscou réclame des «garanties sécuritaires» et notamment l'assurance que l'Otan ne va pas continuer à s'étendre vers l'est, en particulier avec une adhésion de l'Ukraine. Kiev de son côté refuse catégoriquement d'abandonner un tel projet d'adhésion, formellement sur la table depuis 2008, mais resté dans les limbes. Adhérer à l'Otan signifierait que les autres pays de l'alliance, États-Unis en tête, seraient tenus d'intervenir militairement pour défendre l'Ukraine en cas d'agression. L'exercice diplomatique est délicat pour Joe Biden.

Covid-19

# Premier cas du variant Omicron détecté en Tunisie

■ Un Congolais de 23 ans est arrivé mercredi à Tunis via Istanbul et tous les voyageurs qui étaient à bord du même avion ont été contactés par les autorités tunisiennes pour être testés.



Par Moncef Gh.

Les autorités sanitaires tunisiennes ont détecté le premier cas du variant Omicron du virus dominant le Covid-19 chez un voyageur congolais arrivant d'Istanbul, a annoncé, vendredi, le ministre de la Santé, Ali Mrabet. «Le test PCR a montré qu'il avait le variant Omicron», a indiqué le ministre dans une déclaration à la Télévision nationale, ajoutant que le résultat du test d'un autre passager qui voyageait avec lui était négatif.

Ce Congolais de 23 ans, est arrivé mercredi à Tunis via Istanbul et tous les voyageurs qui étaient à bord du même avion ont été contactés par les autorités tunisiennes pour être testés, a ajouté le ministre.

Depuis quelques semaines, la Tunisie, qui a enregistré un pic de la contamination entre le 7 et 13

juillet avec plus de 3 000 cas par jour et plus de 100 décès, a imposé un ensemble de mesures pour tous les voyageurs, dont un test PCR négatif pour accéder au pays.

Selon le dernier bilan du ministère de la Santé, plus de 4 millions de personnes sur 12 millions d'habitants ont reçu les deux doses du vaccin et 1,1 million une seule dose.

## 151 nouvelles contaminations au nouveau coronavirus et quatre décès supplémentaires

Parmi 3 537 analyses virologiques en 24 heures, 151 ont été dépistées positives au nouveau coronavirus, a annoncé, vendredi soir, le ministère tunisien de la Santé.

Durant ces dernières 24 heures, le ministère a signalé quatre décès supplémentaires,

causés par cette maladie.

Depuis le 2 mars 2020, le bilan épidémiologique global de la Tunisie fait état de 718 059 cas confirmés de Covid-19 suite à 3 188 390 tests de dépistage.

Le nombre total des décès dus à la pandémie s'élève à 25 390 jusqu'au 2 décembre courant.

Jusqu'à présent, 154 patients atteints du nouveau coronavirus sont toujours hospitalisés, dont 54 en réanimation et 14 autres sous respiration artificielle.

Les autorités sanitaires civiles et militaires tunisiennes ont réussi, depuis le 13 mars dernier, à injecter 10 623 089 doses de vaccins, tous types confondus, d'après les chiffres officiels du ministère tunisien de la Santé.

Au 2 décembre, 5 191 973 Tunisiens sont complètement vaccinés contre le Covid-19, parmi 7 111 378 inscrits sur la plateforme électronique Evax.

## Enseignement supérieur : l'Algérie et la Tunisie décident de «capitaliser» les acquis de coopération

L'Algérie et la Tunisie ont convenu de «capitaliser» les acquis de coopération en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, à travers notamment la «réactivation» de la Conférence bilatérale des universités en tant qu'instance de «réflexion et de partage sur les grands sujets», indique, vendredi, un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

En effet, lors d'une séance de travail par visioconférence, tenue jeudi, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, et son homologue tunisien, Moncef

Boukhtir, ont examiné «l'état des relations bilatérales entre les deux pays en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique», précise la même source. Ils ont convenu, à cette occasion, de «capitaliser sur les acquis de cette coopération, d'actualiser et de refonder les mécanismes de coopération actuelle et d'imprimer une vision rénovée de cette coopération autour de trois axes». Ces axes concernent «la recherche scientifique, le développement technologique et l'innovation par la mise en place d'une recherche partenariale en lien avec les enjeux socio-économiques du monde moderne et des besoins stratégiques des deux pays», ce qui permettra «l'émergence de nouveaux thèmes de recherche, de projets interdisciplinaires impliquant de nombreuses entités de recherche et d'acteurs socio-économiques».

«Cette nouvelle approche permettra également de favoriser le développement de consortiums de laboratoires ayant la capacité d'accroître la participation des deux pays aux nouveaux programmes européens 2021-2027», indique le ministère, précisant que les deux parties ont convenu, en outre, de «concrétiser les 25 projets de recherche et les 6 laboratoires de recherche sélectionnés par le Comité scientifique bilatéral».

Les deux ministres ont aussi décidé de «renforcer la coopération universitaire en réactivant la Conférence algéro-tunisienne des universités en tant qu'instance de réflexion et de partage sur les grands sujets intéressant les deux pays dans le périmètre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique», ainsi que «la mobilité des enseignants, des chercheurs et des étudiants dans un nouveau cadre organisé et coordonné en partenariat avec des laboratoires et structures de recherche des universités».

M. Gh.

Libye/Recours des candidats à la présidentielle

## Kubis réitère son soutien à la justice libyenne

L'envoyé spécial du SG de l'ONU et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), Jan Kubis, a réitéré, jeudi, son soutien à la justice libyenne dans le traitement des recours des candidats à la présidentielle du 24 décembre courant. «J'ai confiance en la justice libyenne et je suis certain qu'elle va traiter de façon professionnelle et responsable les recours des candidats à la présidentielle dont les dossiers ont été rejetés», a déclaré M. Kubis en marge de son entretien avec le président de la Haute commission électorale libyenne (HNEC), Imad Al-Sayah. Jan Kubis a saisi, par ailleurs, l'occasion pour «dénoncer les parties qui cherchent à perturber les préparatifs des prochaines élections», appelant «à l'application stricte de la loi».

Jeudi, la cour d'appel de Sebha, dans le sud de la Libye, a ordonné le rétablissement de Seif al-Islam Kadhafi, fils de l'ex-dirigeant libyen, comme candidat à l'élection présidentielle.

Le fils de Mouammar Kadhafi avait fait appel plus tôt dans la journée devant cette cour contre la décision de l'Autorité électorale de rejeter sa candidature pour non-conformité avec les dispositions de la loi.

De son côté, la cour d'appel de Tripoli a rétabli, mercredi, la candidature du chef du gouvernement, Abdelhamid Debeibah, en rejetant les recours de plusieurs parties contestant sa candidature.

«La tenue des élections en Libye est primordiale pour le rétablissement de la paix et l'aboutissement du processus poli-

tique en cours», ne cessent de souligner l'ONU et la communauté internationale. Selon le SG de Ligue arabe, Ahmed Abou Al-Gheith, la tenue des élections à la date prévue permettra l'accélération de la réunification des institutions libyennes et le parachèvement du processus politique en cours.

«La tenue des élections à la date prévue sera une étape importante qui balisera le chemin à la poursuite de la réunification des institutions libyennes et le parachèvement du processus politique en cours», a indiqué, mercredi, M. Abou Al-Gheith en marge de son entrevue avec le Chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, au Caire.

Des hommes armés atta-

## quent 4 centres électoraux, selon la HNEC

La Haute Commission électorale nationale (HNEC) de Libye a annoncé jeudi que quatre de ses centres électoraux avaient été attaqués par des hommes armés.

Said Al-Qasabi, directeur de la principale chambre opérationnelle de la HNEC, a déclaré dans un communiqué que des hommes armés en civil avaient lancé ces attaques mercredi, emportant 2 312 cartes d'électeurs et en détruisant 69 autres.

Le ministre de l'Intérieur, Khaled Mazen, a averti mardi que toute perturbation de la sécurité des élections mettrait en péril l'ensemble du processus électoral.

Lyes R.



Coupe arabe FIFA 2021

## La Tunisie s'incline devant la Syrie

La sélection tunisienne de football s'est inclinée devant son homologue syrienne (0-2), pour le compte de la 2<sup>e</sup> journée de la coupe arabe de la Fifa (Qatar 2021), disputée vendredi soir sur la pelouse du stade d'Al Bayt, à Doha. Les deux buts syriens ont été inscrits par Oliver Kass Kawo à la 4<sup>e</sup> et Mohamed Anez à la 47<sup>e</sup>.

Dans l'autre match du groupe la Mauritanie a été battue (0-1) par les Emirats arabes unis. Lors de la prochaine journée, la Tunisie qui avait étriillé la Mauritanie (5-1) avant de s'incliner devant la Syrie, affrontera les émiratis demain à partir de 16h à Al Thumama stadium.

Karaté (UFAK)

## Mohamed Tahar Mesbahi réélu pour un nouveau mandat

L'Algérien Mohamed Tahar Mesbahi a été réélu à la tête de l'Union des fédérations africaines de karaté (UFAK), à l'issue du Congrès électif tenu jeudi au Caire (Egypte), en marge des Championnats d'Afrique, toutes catégories, qui ont débuté vendredi, en présence du président de la Fédération mondiale (WKF), l'Espagnol Antonio Espins. Unique candidat à sa propre succession, Mesbahi présidera pour un nouveau mandat (2021/2024), l'UFAK dont il avait pris les destinées en 2007 à Alger. A la tête de la Fédération algérienne de karaté de 2000 à 2009, Mohamed Tahar Mesbahi, ancien champion d'Algérie pendant plus de dix ans, avant d'occuper les postes d'entraîneur et de manager, est également 2<sup>e</sup> vice-président de l'Association des confédérations sportives africaines (ACNOA), 1<sup>er</sup> vice-président de l'Union des confédérations sportives africaines (UCSA) depuis 2015, mais aussi vice-président à la Fédération mondiale de karaté (WKF). Outre la réélection de l'Algérie à la tête de l'instance africaine, les 17 pays du continent présents au Congrès ont élu le nouveau Comité exécutif qui est désormais composé du Tunisien Bechir Cherif (1<sup>er</sup> vice-président), du Sénégalais Souleymane Gaye

(2<sup>e</sup> vice-président et trésorier), de l'Egyptien Sayed Nasr (3<sup>e</sup> vice-président), le Sud-Africain Sonny Pillay (4<sup>e</sup> vice-président) et du Secrétaire général, le Malien Madani Ba. Les membres présents ont aussi élu les responsables des régions africaines. Ainsi, l'Algérien Yassine Arab a été réélu vice-président de la région Nord, le Burkinabé Yugo Oumarou (vice-président région Ouest 1), le Guinéen Cheikh Condé (vice-président région Ouest 2) et le Malgache, Andriana Vomanana (vice-président région Est). «Je suis convaincu que l'UFAK, sous la conduite de Mohamed Tahar Mesbahi et son équipe, va poursuivre son formidable développement. Je tiens à féliciter le président réélu ainsi que le Comité Exécutif nouvellement nommé pour leurs élections d'aujourd'hui. Le karaté est l'un des sports à la croissance la plus rapide en Afrique et je suis sûr qu'avec la coopération de toutes les fédérations nationales représentées ici aujourd'hui et avec l'unité de toutes les parties prenantes de l'UFAK, notre sport jouera encore plus un rôle crucial dans la société africaine», a déclaré Antonio Espins sur le site de la Fédération mondiale de karaté (WKF).

Championnat d'Afrique U16 - Tableau double

## La paire algérienne Ghetas-Kichou décroche l'argent

Les Algériens Reda Ghetas et Slimane Kichou ont décroché la médaille d'argent du tableau double au Championnat d'Afrique U16, après leur défaite en finale face à la paire botswanaise composée de Danzel Seetso et Mark Nawa en deux sets (6-3, 7-5), vendredi à Soussse (Tunisie). Ghetas et Kichou s'étaient qualifiés en finale en s'imposant devant le duo composé de l'Ivoirien Kouassi Paterne Kouadio et du Togolais

Habalo Isak Padio sur le score 7-6, 1-6 (10-6). Dans le tableau simple, Ghetas avait dominé Mark Nawa du Botswana (6-1, 5-7, 7-5) au premier tour, avant de perdre face au Tunisien Hssairi Ahmed au second tour 6-2, 7-6.

Pour sa part, Kichou a perdu dès le premier tour devant l'Egyptien Abdelrahman Khaled Attalah (7-6, 6-4). L'équipe algérienne est conduite par l'entraîneur Reda Ouahab en terre tunisienne.

Ligue 1 algérienne (6<sup>e</sup> journée)

## Médéa provisoirement en tête

L'Olympique de Médéa s'est provisoirement emparé des commandes de la Ligue 1 algérienne de football, après sa belle victoire en déplacement chez le WA Tlemcen (2-0), pour le compte de la sixième journée, entamée vendredi et devant se poursuivre hier. Les buts de l'OM ont été inscrits par Baâli (34') et Lakroum sur pénalty à la 37', offrant par la même occasion le leadership à leur équipe, qui compte désormais 13 points. Soit une lon-

gueur d'avance sur les deux anciens co-leaders, l'US Biskra et le Paradou AC, qui cependant comptent un match en moins. Dans l'autre match, disputé ce vendredi, en ouverture de la sixième journée, le CS Constantine a ramené un bon résultat nul de son déplacement chez le RC Relizane (1-1). Les Sanafir avaient même commencé par mener au score, grâce à Debbeh (33'), et ce n'est qu'à la 54' que le RCR a réussi à arracher l'égalisa-

tion, par l'intermédiaire de Chibane (1-1). Un résultat qui permet aux Sanafir de se hisser à la 4<sup>e</sup> place du classement général avec 11 points, alors que le RCR reste 11<sup>e</sup> avec seulement cinq unités au compteur. La plus mauvaise affaire de ce vendredi a été celle du mal-classé WA Tlemcen, qui après une nouvelle défaite à domicile se retrouve 16<sup>e</sup>, avec seulement trois points au compteur, soit en pleine zone de turbulence.

# Coupe de la CAF/Match retour des seizièmes de finale bis La JSS vise la qualification pour la phase des poules

■ C'est aujourd'hui que dispute la JS Saoura son match retour comptant pour les seizièmes de finale-bis de la Coupe de la Confédération africaine qui l'opposera, au stade du 20-Août-1955 de Béchar, à la formation ghanéenne des Hearts Of Oak.



Les Sudistes sont conscients de la difficulté de la tâche

Par Mahfoud M.

**S'**étant inclinés sur le score de (2/0) au match aller à Accra, les gars de Béchar sont donc tenus de l'emporter sur un score de (3/0) pour espérer se qualifier au prochain tour. Ce ne sera pas facile devant une équipe habituée à jouer les premiers rôles dans ce genre de compétitions, sachant que cette dernière mise aussi sur la qualification à la phase des poules. Les Sudistes qui ont prît goût aussi aux compétitions continentales qu'ils disputent depuis déjà quelques

années, espèrent créer la sensation et arracher le billet qualificatif pour cette phase des poules. La JSS qui sait ce qui l'attend lors de cette empoignade évoluera, néanmoins, avec un handicap de taille après que la CAF lui a interdit de jouer avec son public. Le match se jouera, en effet, à huis clos, et cela a mis le président du club, Mohamed Zerouati, dans tous ses états. «Je suis stupéfait et choqué par la décision de la CAF de ne pas autoriser la présence de notre public. Nous avons formulé une demande au niveau de l'instance africaine pour permettre à nos suppor-

ters d'assister à ce match capital, mais elle a été refusée. Pourtant, notre stade a été homologué récemment par la CAF pour abriter des rencontres de compétitions africaines», a notamment réagi le président du club sur les ondes de la Radio nationale. Le motif invoqué est probablement d'ordre sanitaire, même s'il n'en est pas fait mention expressément. Les joueurs de l'entraîneur tunisien Kais Yaâkoubi, n'ont pas d'autre choix que de se concentrer sur le match pour espérer décrocher ce billet pour la phase des poules.

M. M.

Faute d'autorisation

## La JSK restera confinée à Zéralda

**L**a demande de la JS Kabylie d'être transférée au Centre technique national de Sidi-Moussa pour pouvoir s'entraîner pendant le confinement qui lui a été imposé à son retour d'Eswatini «a été refusée», selon le club de Ligue 1, qui devra donc rester dans son lieu actuel d'isolement, à Zéralda (Alger-Ouest). «La direction de la JS Kabylie tient à informer ses fidèles supporters et fans que l'équipe se trouve toujours et restera en confinement à l'hôtel de Zéralda, bien que des assu-

rances nous aient été données, pour que la délégation puisse être transférée au Centre technique de la Fédération à Sidi Moussa», a indiqué le représentant algérien en Coupe de la Confédération. La JSK a été placée en confinement à l'hôtel de Zéralda dès son retour d'Eswatini, où elle s'était inclinée (1-0) contre l'équipe locale des Royal Léopards, car ce pays est touché par l'Omicron, le nouveau variant du Covid-19, et les autorités sanitaires ont donc ordonné à ce qu'elle soit

placée en isolement, pour éviter une éventuelle propagation du virus, en cas d'infection chez les Canaris. «Une quarantaine ayant considérablement stressé les joueurs, surtout pendant les deux premiers jours du confinement, car bloqués dans leurs chambres et interdits d'entraînement. Heureusement qu'une solution vient d'être trouvée, pour permettre à l'équipe de s'entraîner et dès aujourd'hui à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Ain Benian (Alger)», a cependant rassuré le club dans un communiqué. La direction de la JSK a tenu à préciser qu'elle «ne conteste nullement la décision de confinement de la délégation à titre préventif, mais s'insurge contre le fait que cette mesure ne soit pas accompagnée d'actions particulières, d'autant plus qu'il s'agit d'une équipe sportive professionnelle, qui représente les couleurs nationales dans une compétition internationale».

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Air Algérie/Covid-19

## Passagers à destination de la France : obligation d'un PCR négatif de 48h

LA COMPAGNIE nationale de transport aérien Air Algérie a annoncé, hier, l'obligation, pour les passagers à destination de la France, de fournir un test PCR ou antigénique négatif de 48h. Ce test est obligatoire pour les

passagers «vaccinés et non vaccinés de plus de 12 ans», a-t-elle précisé dans un communiqué. Cette mesure est appliquée depuis le samedi 4 décembre, ajoute la même source.

R. N.

Blida

## L'ancien journaliste d'El-Moudjahid Rachid Semad n'est plus

L'ANCIEN journaliste du quotidien «El-Moudjahid», Rachid Semad, l'un des piliers des médias de la wilaya de Blida, est décédé vendredi soir à l'âge de 83 ans, a-t-on appris auprès de ses proches. La dépouille mortuaire a été inhu-

mée hier après la prière du Dohr au cimetière des Chouhada 13 mai, a précisé la même source. Le défunt était responsable du Magazine Siemi-Eco News, après sa retraite du journal «El-Moudjahid», rappelle-t-on. R. D.

Cour de Tipasa

## Report au 11 décembre du réexamen de l'affaire de l'ex-wali d'Alger Zoukh

La cour de Tipasa a décidé, hier, de reporter au 11 décembre le réexamen de l'affaire de l'ex-wali d'Alger Abdelkader Zoukh, condamné dans trois affaires de corruption à des peines allant de 4 à 5 ans de prison ferme. La chambre correctionnelle de la cour de Tipasa a décidé de réexaminer l'affaire de l'ex-wali d'Alger poursuivi dans 3 affaires de corruption, après exécution de l'arrêt de la Cour suprême qui a accepté un pourvoi en cassation contre les jugements prononcés précédemment. Ce report du procès intervient à la demande de la défense en raison du boycott par les avocats de l'action judiciaire pour dénoncer le système fiscal appliqué dans la loi de finances 2022, adoptée récemment par les deux chambres du Parlement. La cour de Tipasa a confirmé, le 15 février 2021 en appel, les jugements rendus en première instance condamnant à des peines de deux fois 4 ans et 5 ans de prison ferme, l'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh poursuivi dans des affaires de corruption. Le verdict dans cette affaire a été rendu suite à l'audience tenue le 6 février dernier, lors de laquelle le parquet a requis des peines de 10 à 15 ans de prison ferme contre l'ancien wali d'Alger pour des affaires impliquant des membres de la famille de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, le président de l'ex FCE, Ali Haddad, l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout et des membres de sa famille. Abdelkader Zoukh purge actuellement une peine de prison pro-

noncée à son endroit décembre dernier par le tribunal de Tipasa qui l'a condamné à des peines de 4, 4 et 5 ans de prison ferme, assorties d'un amende d'un million de DA dans chacune des affaires pour lesquelles il est poursuivi, en plus de 10 millions de DA de compensations pour les pertes subies par le Trésor public. Il a été également interdit d'occuper des postes de responsabilité au sein de l'Etat et de se porter candidat pour des postes politiques pendant 5 ans après l'expiration de sa peine. Zoukh a été poursuivi en tant que principal accusé dans l'affaire de la famille de Abdelghani Hamel (son épouse, son fils Chafik et sa fille Chahinez), pour «dilatation délibérée de deniers publics par un fonctionnaire, utilisation illégale de biens et de deniers publics qui lui ont été confiés en vertu de sa fonction, abus de fonction et violation des lois et règlements dans le but d'obtention d'avantages pour un tiers». Pour ce qui des charges retenues contre Zoukh dans l'affaire de Ali Haddad, l'ancien président du FCE (témoin dans l'affaire), elles portent sur «abus de fonction et octroi d'indus privilégiés». Dans l'affaire relative à l'octroi de privilèges à la famille Mahieddine Tahkout, Zoukh a été poursuivi pour «octroi délibéré de privilèges non justifiés à un tiers lors de la conclusion d'un marché et d'accords illégaux, corruption dans l'attribution de marchés publics et de contrats, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conflit d'intérêts, agrément d'exonérations fiscales et de réductions sans justificatif légal». Slim O.

Lutte contre le commerce informel à Béjaïa

## Saisie d'importantes quantités de viande de volaille

PAS MOINS de 2 000 litres d'acide et 8 quintaux de viande blanche abattus illégalement ont été saisis récemment à Bouklélifa et oued Ghir (Béjaïa). Ces deux faits ont été enregistrés dans deux affaires distinctes. «La viande de volaille a été saisie au niveau du village El-

Aïsser, commune de Boukhélifa, plus précisément près du lycée Chouhada Aïriouet», a indiqué la cellule de la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale. Destinée à la préparation des repas pour les cadres des élections locales, «la volaille a été trans-



Coupe arabe des Nations/Algérie 2-Liban 0

## Les Verts assurent et passent

■ L'équipe nationale algérienne a assuré sa qualification au deuxième tour de la Coupe arabe des Nations, en battant le Liban sur le score de 2 à 0, hier au stade El Djanoub d'El Ouakra au Qatar. La mission n'a pas été facile, sachant que le Liban a joué défensivement pour contrer cette équipe d'Algérie.

Par Mahfoud M.

Un jeu brouillon a caractérisé la première mi-temps de ce match avec, certes, des occasions claires des poulains de Bougherra, mais sans pour autant arriver à battre le gardien libanais. La plus claire occasion était la frappe de Brahimi, qui a été l'un des joueurs les plus en vue lors de cette rencontre, mais qui a heurté la barre transversale. Bounedjah, de son côté, a joué avec nervosité, surtout qu'il était très surveillé par les défenseurs du Liban, mais a eu aussi des occasions franches, dont cette tête quelque peu molle qui a été facilement captée par le keeper libanais à la demi-heure de jeu. La pause-citron est sifflée sur un score de parité qui arrangeait plus l'adversaire des Verts. Ayant retenu la leçon de ce premier half, le coach Madjid Bougherra a donné des consignes strictes à ses poulains, notamment de poser le ballon à terre et de jouer avec plus de sérénité. Toutefois, à mesure que le temps passait, les Algériens ont montré des signes d'inquiétude, surtout que les Libanais continuaient à résister et ne s'aventuraient que rarement devant. A la 65', une contre-attaque a failli apporter ce but que tout le monde attendait avec une belle ouverture de Belaïli pour Soudani qui n'a pas réussi pas à marquer, la balle est revenue chez Belaïli qui tire à côté. Ce ne sera que partie remi-



se, vu que les Verts obtiendront un penalty à la 68', après fauchage de Belaïli dans les 18 mètres. Le sociétaire d'El Rayan au Qatar, Yacine Brahimi, réussira à le transformer. Les Verts joueront, ensuite, avec plus d'aisance, surtout que le Liban se devait d'ouvrir plus le jeu et donc laisser des espaces que l'EN a tenté d'exploiter. L'Algérie sera, ensuite, contrainte de jouer à dix après l'expulsion du jeune milieu de terrain, sociétaire du CRB, Houssam Merizek, après cumul de cartons jaunes à la 77'. Par chance, le referee polonais expulsera aussi le défenseur El Zein à la 82', faisant que le Liban jouera également à dix. A la 87', le latéral gauche lance Bounedjah qui, seul face au gardien libanais, a trop croisé sa frappe et la balle passe à côté. Alors que l'on pen-

sait que le score en resterait là, le petit lutin de Meziani, joueur de l'ES Tunis, ajoutera un second but d'un tir à ras de terre après une très belle balle de Bounedjah dans les temps morts, soit à la 92'. Le match se termine sur ce score de (2/0) qui permet aux Verts de se qualifier pour le second tour, sachant que le troisième match face à l'Egypte sera plus pour se disputer la première place.

M. M.

## Belaïli : «On se qualifiera à la première place»

Content de cette qualification au deuxième tour de la Coupe arabe des Nations, l'attaquant des Verts, Youcef Belaïli, déclarera à la fin de cette rencontre que son équipe a trouvé beaucoup de difficultés face à un Liban qui était regroupé derrière. «Le coach a su nous transcender en deuxième mi-temps et cela nous a permis d'abord d'ouvrir le score sur penalty avant de marquer un deuxième but», a souligné le sociétaire de Qatar, ajoutant que son équipe jouera à fond lors du troisième match face à l'Egypte pour se qualifier à la première place.

M. M.